**Indicateurs d’irrégularités / possiblement collusion**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Concurrence limitée ou absente | 3 firmes se partagent les contrats | Entre 2004 et 2010, plus de la moitié des dépenses informatiques du gouvernement avec des sous-traitants ont été fait avec Telus, CGI et DMR  Telus a eu 959 M$ / 3,5 milliards (total des coûts annuels en TI)  CGI a eu 483 M$ /3,5 milliards (total des coûts annuels en TI)  DMR a eu 430 M$ /3,5 milliards (total des coûts annuels en TI) | Article de Denis Lessard, La Presse 1er juin 2010 |
| Rapport du vérificateur général du Québec;  Des contrats informatiques mal gérés | « Il n’a pas constaté d’indices de collusion ou de fraude, et son mandat ne visait pas non plus à en trouver. «Il n’en demeure pas moins qu’il y a des risques importants», car «le jeu de la libre concurrence ne s’exerce pas vraiment. Et on peut se questionner vraiment là-dessus»  « Trois firmes ont décroché 46% de tous [les contrats informatiques du gouvernement] en 2009-2010 et en 2010-2011. Il s’agit du Groupe LGS, de CGI et de DMR »  «Malgré le recours aux appels d’offres, la concurrence est faible. Pour 17 des 38 contrats analysés, il n’y avait qu’une soumission conforme. En moyenne, il y avait seulement deux soumissions acceptables par contrat ». | La Presse, 30 nov. 2012, p. A8, article de Tommy Chouinard |
| Technologie de l’information; Un projet tourne au cauchemar; seule au terme d’un processus d’appel d’offres, une entreprise décroche un contrat de 923 millions | Pour le projet RITEM, la réunification des 2 réseaux de télécommunication du secteur de la santé  « Québec a accordé le plus important contrat en technologie de l’information de son histoire, même si une seule entreprise s’était rendue au bout du processus d’appel d’offres et en allant à l’encontre des recommandations de ses fonctionnaires » | La Presse, 2 juin 2010, article de Denis Lessard |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Collusion | Informatique, des cas de collusion ? | « La CSST était présidée par […] Gérard Bibeau dont l’épouse tait conseillère senior chez DMR. Dès le départ, cette situation pour le moins anormale avait causé des remous au conseil de la CSST, jusqu’à provoquer, plus tard, la démission d’un de ses membres. »  Ministère de la santé « a éliminé tous les soumissionnaires sauf un, Bell Xwaves, pour de mystérieuses « raisons techniques ». | Jean-Robert Sansfaçon, Le Devoir, 12 avril 2010 |
| Contrats informatiques : des « lacunes » importantes | «On a trop d’indices présentement de manque de rigueur ou de manque de saine gestion pour qu’on ne passe pas à une autre étape pour corriger la situation», a laissé tomber Michel Samson (VG du Québec novembre 2012) | Le Soleil, 30 nov. 2012, article de Simon Boivin |
| Trop de contrats à soumissionnaire unique, selon le député péquiste Sylvain Simard | « Nous retrouvons sans arrêt, des contrats informatiques à soumissionnaire unique«, s’est-il plaint. Souvent, il retrouve trois soumissionnaires et deux d’entre eux ne sont pas conformes. Il n’y a jamais de contestation et les gens ne semblent jamais s’en plaindre, a-t-il fait remarquer | Courrier Parlementaire 30 avril 2010 |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Dépendance du gouvernement envers les firmes privées | Gestion informatique : le gouvernement s’est trop tourné vers le privé, convient la ministre Courchesne | La série d’échecs s’expliquerait par le fait que «nous n’avons plus dans la plupart des ministères et organismes lorsqu’arrive le défi de définir les besoins et de préparer l’architecture d’un projet, il n’y a plus de compétences sur place», affirme le député de Richelieu [Sylvain Simard, PQ] | Le Courrier parlementaire, 8 avril 2011 |
| Le gouvernement a dépassé le seuil du 50 % | En 2008-2009, le % des dépenses en RI liées à des ressources externes était de 52% dans la fonction publique québécoise, alors que ce pourcentage s’est maintenu de 8 à 24% pour les gouvernements de niveau provincial et les États dans le monde. | Rapport du VG du Qc, nov. 2012, chapitre 5 |
|  | La proportion des dépenses consacrées aux ressources externes par rapport à celles affectées aux deux types de ressources, soit internes et externes, a plus que doublé depuis 1996-1997 puisqu’elle est passée de 26% à 55%[[1]](#endnote-1) | Courrier Parl. 30 nov. 2012. « Rapport du VG; Beaucoup de ressources externes embauchées » |
| La CARRA accorde pour 28M$ de nouveaux contrats à des firmes informatiques de sous-traitants depuis janvier 2012; Vache à lait pour l’externe | Deux ans après l’implantation d’un coûteux système informatique, qui a connu des ratés, la CARRA a accordé de nouveaux contrats totalisant 28 M$  La CARRA soutient qu’elle n’a pas le choix de faire appel à des firmes externes, malgré le fait qu’elle dispose d’une équipe spécialisée en informatique à l’interne de 113 personnes […] « Ce sont des contrats spécifiques qui concernent des secteurs très complexes et l’expertise que l’on a n’est pas suffisante« a expliqué Marie Gagnon, VP à l’administration.  Les nouveaux contrats ont trait principalement au transfert des connaissances, à la mise à jour des progiciels, à la coordination, à la maintenance, au soutien administratif et au développement de composantes. | Journal de Québec, 26 novembre 2012, article de Diane Tremblay, p. 7 |
| Inaction du gouvernement malgré de nombreux rapports accablants | On dénombre peu de gestes concrets pour corriger des lacunes déjà relevées. En novembre 2007, le Secrétariat, en collaboration avec le MSG, a déposé au Conseil du trésor un rapport portant sur la gestion de la main-d’oeuvre et des projets dans le secteur des RI ; ce rapport avait été réalisé conjointement avec la firme Price Waterhouse Coopers. Plusieurs lacunes ont été soulevées, mais peu d’actions concrètes ont été accomplies à leur égard. Cette inaction administrative des instances centrales a empêché la correction de plusieurs déficiences. | Rapport du VG du Qc, 2010-2011, chap. 8 : Projets d’affaires liés aux ressources informationnelles et encadrement gouvernemental |
| Perte de contrôle financier | « On ne sait pas à combien ça se chiffre au total [les dépenses du gouvernement en ressource informationnelle] » a souligné Jean Auclair, relationniste au Conseil du Trésor. | « Les TI à Québec : un fouillis coûteux » dans le journal Les Affaires. 13 octobre 2012. Valérie Lesage |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Iniquité dans le traitement des compagnies | Rapport du vérificateur général du Québec;  Des contrats informatiques mal gérés | Le CSPQ a accordé neuf contrats à une somme supérieure à la soumission retenue […]  Cette pratique est «inacceptable» et n’est « pas équitable» pour les autres soumissionnaires selon le VG […]  Le VG a constaté d’autres problèmes dans la sélection et l’évaluation des fournisseurs, de même que dans le suivi des contrats.  Toutes ces lacunes « soulèvent des préoccupations à l’égard du traitement équitable des fournisseurs et de l’utilisation judicieuse des fonds publics ». | La Presse, 30 nov. 2012, p. A8, article de Tommy Chouinard |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Des coûts qui explosent | 2 fois plus cher au privé | Le Vérificateur général a déterminé que le taux horaire d’un fonctionnaire en informatique varie entre 215$ et 475$ par jour comparativement à une ressource externe dont le taux se situe régulièrement entre 400 et 950$ quotidiennement.  On paie deux fois plus cher pour le même travail dans le privé que dans le public. | Rapport du VG du Qc, automne 2012, chapitre 5 : Contrats de services professionnels liés au traitement de l’information[[2]](#endnote-2) |
| Rapport du vérificateur général du Québec; Des contrats informatiques mal gérés | Dans la réalisation de 13 contrats, le fournisseur a facturé ses services à un taux plus élevé que celui prévu au contrat.  Par exemple, le tarif journalier payé par l’État a été de 2616$ alors que le contrat prévoyait un maximum de 700$. | La Presse, 30 nov. 2012, p. A8, article de Tommy Chouinard |

1. [↑](#endnote-ref-1)
2. [http://www.vgq.gouv.qc.ca/fr/fr\_publications/fr\_rapport-annuel/fr\_2012-2013-VOR-Automne/fr\_Rapport2012-2013-VOR-Automne-Chap05.pdf] [↑](#endnote-ref-2)